

Chine: Situation des minorités ethniques et religieuses

Mise à jour

Florian Blumer

Weyermannsstrasse 10
Postfach 8154
CH-3001 Bern

Für Paketpost:
Weyermannsstrasse 10
CH-3008 Bern

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch



Berne, 28 janvier 2009

PC-Konto
30-16741-4
Spendenkonto
PC 30-1085-7

Indications sur l'auteur:

Florian Blumer s'occupe de l'Asie depuis assez longtemps. Il a déjà rédigé pour le compte de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR le rapport pays sur la République populaire de Chine/Tibet et les dossiers thématiques sur le retour des Tibétains en Inde et au Népal. Il est historien et journaliste indépendant.

Impressum

EDITEUR	 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR case postale 8154, 3001 Berne Tél. 031 370 75 75 Fax 031 370 75 00 E-mail: info@osar.ch Internet: www.osar.ch CCP: 30-1085-7
AUTEUR	Florian Blumer
VERSIONS	Français, allemand
TRADUCTION	Sabine Dormond
PRIX	CHF 20.—, y compris 2,4 % de TVA, frais de port en sus
COPYRIGHT	© 2009  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne copie et impression autorisées avec mention de la source.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Les minorités en Chine	2
3	Les Tibétains	3
3.1	Les troubles et leurs conséquences	4
3.2	La liberté d'opinion.....	6
3.3	La liberté de religion	7
3.4	La pratique et la sauvegarde de la culture tibétaine	8
4	Les Ouïgours	10
4.1	Les attentats d'août 2008	11
4.2	La liberté d'opinion.....	11
4.3	La liberté de religion	12
5	Les autres minorités persécutées	13
5.1	Les Mongols	13
5.2	Les Hui	14
5.3	Les chrétiens	14
5.3.1	Les protestants	15
5.3.2	Les catholiques	16
5.4	Les pratiquants de Falun-Gong.....	17
5.5	Les autres groupements persécutés	18

1 Introduction

En 2008, le monde a eu les yeux braqués sur la Chine. Les Jeux Olympiques d'été à Pékin ont été un moment crucial; ils ont aussi donné l'occasion de jauger la pratique des droits de l'homme et la situation des minorités. Le gouvernement chinois a éveillé des espoirs en promettant, dans le cadre de l'attribution des jeux, d'autoriser des reportages indépendants sur le pays et d'améliorer les droits de l'homme. Six mois après la fin des jeux, le bilan est décevant, en particulier pour ce qui est de la situation des nombreuses et importantes minorités: les journalistes étrangers ont toujours besoin d'une escorte et d'une autorisation spéciale pour témoigner de la situation qui règne au Tibet, au Xinjiang et dans d'autres foyers de crise. Les Tibétains qui ont informé des organisations non gouvernementales ou le gouvernement en exil au sujet du régime en vigueur dans le pays ont été condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement et parfois à la détention à perpétuité.

Cette politique restrictive a entraîné un manque chronique d'informations sur les événements dans les foyers de crise. Le gouvernement chinois ayant fourni l'an dernier de fausses informations, notamment lors des troubles au Tibet et des attaques à Xinjiang, on est réduit à des spéculations sur ces mouvements et sur l'ampleur exacte de la violence de la répression pendant et après les soulèvements. Des rapports plus détaillés sur des cas spécifiques de violations des droits de l'homme ne sont généralement disponibles que par le biais d'organisations spécialisées dans la défense des droits de la minorité concernée. Plusieurs organisations et médias signalent toutefois une véritable vague de répression dans les régions où vivent les minorités durant les mois qui ont suivi les troubles de mars et après la fin des jeux, à mesure que diminuait l'intérêt des médias. Leurs témoignages convergent. Les mesures prises en août n'ont pas encore été levées à l'heure actuelle (janvier 2009).

A côté des Tibétains, dont la situation est mieux connue, d'autres minorités souffrent de problèmes comparables. Aussi bien dans le Tibet bouddhiste que dans le Xinjiang musulman, la liberté de religion a subi de nouvelles restrictions ces dernières années et l'Etat a renforcé le contrôle de la pratique religieuse par des réglementations supplémentaires. Le gouvernement combat toute forme d'autorité ne relevant pas du Parti communiste. Il empêche des millions de personnes de pratiquer librement leur foi. Des milliers d'entre elles croupissent en prison et sont torturées, parce que leurs pratiques religieuses s'écartent des prescriptions étatiques. Parmi les groupes religieux persécutés le plus durement, on trouve les pratiquants de Falun-Gong, les musulmans ouïgours, les bouddhistes tibétains et les groupements chrétiens clandestins.

Toutes les revendications d'indépendance ou d'autonomie des minorités sont rigoureusement combattues, même les plus pacifiques. Les personnes qui expriment ce genre d'opinion encourent des peines de prison, généralement assorties de tortures et on signale sans cesse des cas où ces sévices ont eu une issue fatale.

Le présent rapport donne un aperçu de la situation actuelle des minorités en République populaire de Chine et de l'évolution des droits de l'homme au cours de ces

dernières années. Afin de garantir un compte rendu aussi actuel que possible, l'accent a été mis sur les événements de 2008. Cette mise à jour fait suite au rapport-pays sur la Chine/le Tibet que l'OSAR a publié en 2003. Pour des raisons de place, elle n'en reprend pas les considérations historiques et politiques.

2 Les minorités en Chine

Le Minority Right Group International (MRGI) qualifie la Chine de «dernier grand empire multiethnique».¹ A côté de la majorité que constituent les Chinois Han (1.1 milliard, 91.5 % de la population), l'Etat chinois reconnaît 55 autres groupes ethniques. Comme les déclarations et la classification du gouvernement ne coïncident souvent pas, il est toutefois difficile d'établir le nombre effectif de minorités ethniques en Chine.² D'après les estimations du MRGI, il y en a «largement plus de 100»³, dont les Ouïgours (8.4 millions, 0.68 % de la population chinoise), les Mongols (5.8 millions, 0.47 %) et les Tibétains (5.4 millions, 0.44 %)⁴. Ces minorités sont établies dans des provinces que la Chine a déclarées «autonomes», mais qui ne recouvrent pas toute leur région d'implantation traditionnelle. Ces provinces n'ont d'autonome que le nom; en réalité, le Parti communiste de Chine en contrôle tous les domaines importants, du gouvernement à la religion.⁵ Au total, les zones d'implantation des minorités représentent près de la moitié du territoire national chinois.⁶ Ces dernières années, les régions situées tout à l'Ouest et tout au Nord de la République populaire ont gagné de l'importance, d'une part à cause de leur situation stratégique militaire, d'autre part pour leur richesse en matières premières.⁷

En février 2007, la Commission d'Etat pour les affaires ethniques («State Ethnic Affairs Commission» SEAC) a présenté le onzième plan quinquennal (2006–2010) qui doit améliorer la protection de l'identité culturelle des minorités défavorisées. Des investissements dans l'infrastructure et dans l'amélioration des conditions de vie doivent en outre amener un changement positif dans les provinces des minorités. Mais ces mesures n'ont fait que renforcer l'influence du pouvoir dans les régions dites «autonomes» et ce sont en premier lieu les Chinois Han immigrés qui profitent de l'essor économique. L'immigration encouragée par l'Etat porte lourdement préjudice aux cultures des minorités dont les membres sont toujours à la traîne pour ce qui est du chômage et du revenu.⁸

¹ State of the World's Minorities 2008, Minority Rights Group, février 2008, www.minorityrights.org.

² www.ethnologue.com/show_country.asp?name=CN.

³ State of the World's Minorities 2008, Minority Rights Group, février 2008, www.minorityrights.org, voir aussi UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

⁴ Chiffres tirés du dernier recensement populaire de 2000. Autres minorités: les Zhuang (16.1 millions), les Mandchous (10.6 millions), les Hui (9.8 millions), les Miaos (8.9 millions), les Tujia (8 millions), les Yi (7.7 millions), les Buyei (2.9 millions), les Dong (2.9 millions), les Yao (2.6 millions), les Coréens (1.9 million), les Bai (1.8 million), les Hani (1.4 million), les Kazakhs (1.2 million), les Li (1.2 million) et les Dai (1.1 million).

⁵ UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

⁶ Loc. cit.

⁷ Minority Right Group International, State of the World's Minorities 2008.

⁸ L'an dernier, le Dalaï-Lama a tenu des propos inhabituellement durs. A l'occasion de la violente répression des manifestations de mars, il a reproché au gouvernement chinois de commettre un «génocide culturel» de son peuple (NY Times, 17 mars 2008, www.nytimes.com/2008/03/17/world/asia/17tibet.html).

3 Les Tibétains

Près de 5.4 millions de Tibétaines et de Tibétains vivent aujourd'hui dans toute la Chine, ce qui représente 0.44 % de la population du pays. La moitié environ réside dans la «région autonome du Tibet» (TAR). Le reste du Tibet originel a été réparti entre quatre provinces chinoises. Ces régions traditionnellement peuplées de Tibétains ont été déclarées «préfectures autonomes» et «districts autonomes». Officiellement, la majeure partie de la province de Qinghai et certaines parties des provinces de Gansu, Sichuan et Yunnan sont donc aussi tibétaines, à côté de la TAR.⁹ D'après les chiffres officiels les plus récents (ceux de 2000), 2.7 millions de personnes vivent dans la TAR: plus de 90 % sont des Tibétains, 6 % des Chinois Han et le reste des membres des minorités Hui, Monba, Lhoba, Naxi, Nu et Derung.¹⁰ Mais comme l'Etat a soutenu ces dernières années l'immigration massive des Chinois Han, le rapport s'est probablement modifié maintenant au détriment des Tibétains.

En réaction aux désordres de mars, la Chine a durci le contrôle du Tibet. La région a été largement verrouillée après l'éclatement des émeutes. Les Tibétains ne peuvent pratiquement plus quitter le pays et leur liberté de mouvement a aussi été restreinte à l'intérieur du Tibet. Des observateurs parlent d'un net changement dans la politique du gouvernement chinois vis-à-vis du Tibet. Des rumeurs circulent et des rapports font quotidiennement état d'arrestations sans fondement juridique, de condamnations dures et d'une entrave systématique du flux d'informations en provenance des régions tibétaines.¹¹ Avec une main de fer et une forte présence de l'armée populaire de libération, de la police armée du peuple et de membres du Bureau de la sécurité publique, le gouvernement de Pékin tente d'étouffer dans l'œuf toute velléité de raviver les troubles de mars.¹² L'«International Campaign for Tibet» lui reproche en outre d'avoir attisé à coup de désinformation et de propagande le nationalisme chinois et les hostilités à l'égard des Tibétains suite aux émeutes.¹³

Différents observateurs rapportent que «la cohabitation pragmatique» de Chinois Han et de Tibétains a cédé la place à un climat de peur et de répression.¹⁴

⁹ Quand il est question ci-après du «Tibet», on entend chaque fois l'ensemble de la région ethniquement tibétaine.

¹⁰ UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

¹¹ Entre autres la NZZ du 27 décembre 2008. (www.nzz.ch/nachrichten/international/china_demonstriert_in_tibet_erneut_haerte_1.1601880.html), bbc.co.uk, 25 septembre 2008 (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7629751.stm>) et le Tages-Anzeiger du 12 août 2008.

¹² International Campaign for Tibet (ICT), 10 décembre 2008, www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/call-international-commitment-human-rights-day-tibetans-face-harsh-consequences-dissent.

¹³ ICT, 8 octobre 2008, www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/official-notice-evidence-discrimination-against-tibetans-after-protests. Voir aussi le NY Times du 31 mars 2008, www.nytimes.com/2008/03/31/world/asia/31china.html?_r=2&scp=31&sq=tibet&st=nyt.

¹⁴ NZZ du 27 décembre 2008, www.nzz.ch/nachrichten/international/china_demonstriert_in_tibet_erneut_haerte_1.1601880.html, Reporters Without Borders, 7 novembre 2008, www.rsf.org/article.php3?id_article=29210 et International Campaign for Tibet, 21 novembre 2008, www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/un-committee-against-torture-finds-deepened-climate-fear-tibet.

Il n'y a pour le moment aucun changement politique en vue.¹⁵ Le gouvernement chinois continue à dénoncer le Dalai-Lama comme «diviseur» et refuse toujours de négocier avec lui.¹⁶ Les entretiens entre des représentants du gouvernement chinois et le Dalai-Lama ont été interrompus en novembre 2008 sans résultat. Le dialogue amorcé en 2002 semble ainsi terminé, sans qu'un rapprochement ait eu lieu entre les parties.

3.1 Les troubles et leurs conséquences

L'insurrection de 1959 contre l'occupant chinois avait été réprimée dans le sang. Le 10 mars 2008, la commémoration de cet événement a marqué le début d'une série de manifestations pacifiques à Lhasa et dans d'autres régions de la TAR. D'après un article du Washington Post, les manifestations se sont propagées, après que la police a dissipé les manifestants et en a arrêté certains sur la Barkhor Plaza. Les moines des monastères des environs (Drepung, Sera et Ganden) ont protesté contre les arrestations; ils ont eux aussi été dispersés par les forces de sécurité. Les protestations se sont ensuite étendues aux régions tibétaines des provinces de Sichuan, Gansu et Qinghai.

Le 14 mars, la situation a dégénéré à Lhasa, lorsque des manifestants ont commencé à bouter le feu à des voitures et à des commerces chinois, à les piller et à attaquer des policiers. Bien que les médias chinois aient prétendu que de grands arsenaux aient été trouvés dans les monastères tibétains, le communiqué spécial de la télévision chinoise n'a pas réussi à montrer d'autres armes que des pierres et parfois des couteaux entre les mains des assaillants.¹⁷

Le gouvernement chinois a réagi par la fermeture des régions tibétaines et par un déploiement massif de forces de sécurité qui ont recouru à la violence pour reprendre le contrôle de la situation les jours suivants. Bien que le gouvernement prétende n'avoir fait intervenir que des forces de police, des troupes paramilitaires sont manifestement intervenues dans les régions en proie à des émeutes.¹⁸

Les indications sur le nombre de victimes causées par ces émeutes divergent considérablement: le gouvernement tibétain en exil parle de près de 200 Tibétains tués par les forces de sécurité pendant les troubles et par la suite. La BBC a rapporté qu'il pouvait y avoir eu jusqu'à 250 morts.¹⁹ Le gouvernement chinois parle d'un seul

¹⁵ Selon les dires de l'agence de presse gouvernementale Xinhua, le Président Hu Jintao a ainsi déclaré lors d'une rencontre avec le chef du gouvernement australien Rudd un mois après les troubles que le seul enjeu du conflit tibétain est l'unité nationale du pays et non pas des problèmes ethniques ou religieux, ni même les droits de l'homme. (NZZ du 12 avril 2008, www.nzz.ch/nachrichten/international/fuer_pekings_steht_in_tibet_nationale_einheit_auf_dem_spiel_1.708639.html).

¹⁶ D'après les médias locaux, le secrétaire du Parti pour la région autonome du Tibet Zhang Qingli a même traité le chef spirituel et temporel des Tibétains de «loup en robe de moine» et «d'esprit malin avec un visage humain et un cœur de bête» lors d'une rencontre avec des représentants des autorités régionales, peu après les troubles de mars 2008 (U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008, www.state.gov/g/drl/rls/irf/2008/108404.htm).

¹⁷ U.S. Congressional Research Service, Tibet: Problems, Prospects and U.S. Policy, 10 avril 2008.

¹⁸ Guardian, 18 mars 2008, www.guardian.co.uk/world/2008/mar/18/tibet.china?gusrc=rss&feed=worldnews.

¹⁹ bbc.co.uk, 3 juin 2008, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/asia-pacific/7433659.stm>.

«insurgé» tué, contre 21 Chinois assassinés. Il faut relever qu'il y a eu des morts aussi bien du côté des Tibétains victimes de la violence policière que des Chinois pris au piège des flammes dans leurs commerces. Le Premier ministre Wen Jiabao a déclaré que le gouvernement détenait de nombreuses preuves que les troubles avaient été initiés et dirigés par la «clique du Dalaï-Lama». Cette affirmation paraît d'autant plus mensongère que le Dalaï-Lama a menacé au cours des émeutes de se retirer de sa fonction politique si la violence ne cessait pas de part et d'autre.²⁰

Après les troubles

A la fin mars, alors que l'intérêt des médias occidentaux commençait de nouveau à décliner, le gouvernement a démarré une longue série de perquisitions de domiciles accompagnée d'une vague d'arrestations. Le 17 mars, le secrétaire du Parti de la TAR Zhang Qinli a exigé de «rapides arrestations, de rapides audiences et de rapides condamnations». Les premiers jugements en lien avec les troubles ont été rendus le 30 avril: plusieurs moines ont été condamnés à des peines de 15 ans, 20 ans ou perpétuité pour des délits tels qu'attaques de policiers, incendies criminels, destruction et/ou pillage de commerces. Selon Human Rights Watch, les procès ne remplissaient pas les exigences minimales pour être considérés comme loyaux.²¹

Le 20 juin, l'agence de presse étatique Xinhua a rapporté que 1157 personnes accusées d'«infractions mineures» en lien avec les troubles avaient été relâchées. Et d'ajouter que 116 personnes attendent leur audience et que 42 ont déjà été condamnées pour «incendie criminel», «pillage» et «rassemblement en vue d'attaquer un organe étatique».²² Selon un rapport de l'Associated Press (AP), deux Tibétains qui s'étaient réfugiés en Birmanie ont aussi été rapatriés de force dans la province de Yunnan lors de la vague de répression.²³

Selon une information de Radio Free Asia, quelque 200 Tibétains ont été arrêtés le 18 mars 2008 dans la préfecture de Kardze (en chinois Ganzi) à cause de leur participation à une réunion de protestation pacifique. Une source non mentionnée a fait savoir que quelques-uns d'entre eux ont été condamnés à plusieurs années de prison par la «Kardze People's Intermediate Court». Des gens ont été torturés en détention préventive. Les proches n'ont pas été informés de leur lieu de détention, mais on présume qu'il s'agit d'une prison du district de Dartsedo (en chinois Kangding) ou d'«un assez grand établissement pénitentiaire de Chine».²⁴

Malgré les contrôles stricts et la vague d'arrestations qui ont suivi les troubles de mars, les petites réunions de protestation ont depuis lors essaimé à différents en-

²⁰ cnn.com, 19 mars 2008 et Guardian, 18 mars 2008, www.guardian.co.uk/world/2008/mar/18/tibet.china3?gusrc=rss&feed=worldnews.

²¹ Human Rights Watch, 30 avril 2008, www.unhcr.org/refworld/docid/4820058dc.html. Un avocat pékinois qui s'était annoncé spontanément a été mis en garde contre la tentation de prendre la défense des Tibétains. En avril 2008, il a signé un appel de 28 avocats offrant leurs services aux manifestants tibétains. Cet appel a été censuré sur tous les sites internet de Chine (Human Rights Watch, «Walking on Thin Ice» – Control, Intimidation and Harassment of Lawyers in China, 28 avril 2008, www.unhcr.org/refworld/docid/4816d5682.html).

²² bbc.co.uk, 20 juin 2008, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7466313.stm>.

²³ U.S. Congressional Research Service, Tibet: Problems, Prospects and U.S. Policy, 10 avril 2008.

²⁴ Radio Free Asia, 22 décembre 2008, www.rfa.org/english/news/tibet/jail-12222008165412.html?searchterm=None.

droits, mais elles ont chaque fois été rapidement réprimées par les forces de sécurité et se sont achevées avec l'arrestation des manifestants.²⁵

3.2 La liberté d'opinion

Les actions que le gouvernement interprète comme des témoignages de sympathie à l'égard du Dalaï-Lama ou d'un Tibet indépendant conduisent généralement à l'arrestation des participants. Elles consistent par exemple à scander le slogan «Free Tibet», à exhiber le drapeau tibétain ou à porter sur soi une photo du Dalaï-Lama. Même les mineurs sont arrêtés et maltraités pour ce genre de comportement.²⁶ La torture est une pratique systématique en garde à vue policière comme en prison. Le Comité des Nations unies contre la torture a relevé qu'en Chine, de nombreux inculpés décèdent en garde à vue policière et que ces cas ne font l'objet d'aucune enquête.²⁷ L'organisation allemande «Tibet News» a récemment signalé la pratique qui consiste à relâcher des détenus à l'agonie suite aux tortures et mauvais traitements pour éviter d'endosser la responsabilité de leur décès.²⁸

La publication d'informations sur la situation au Tibet a été sanctionnée plus durement à la veille des Jeux Olympiques. L'agence de presse étatique Xinhua a ainsi rapporté le 20 novembre 2007 qu'un nomade tibétain avait été condamné à huit ans de prison pour «incitation à la division du pays». Pendant le festival des chevaux de Lithang, il avait publiquement réclamé le retour au Tibet du Dalaï-Lama. Un moine et un enseignant ont toutefois été punis encore plus durement pour avoir tenté d'envoyer à l'étranger des photos et des informations sur l'incident. Ils ont été condamnés à des peines d'emprisonnement de neuf et dix ans, sous le chef d'inculpation de «mise en danger de la sécurité nationale».²⁹

Cette pratique a encore été durcie après les Jeux Olympiques: dans un procès tenu en décembre 2008, des peines d'une sévérité sans précédent ont été infligées à des gens qui avaient communiqué des informations sur la situation au Tibet à des ONG stationnées à l'étranger et à la «clique du Dalaï-Lama»: trois Tibétains ont obtenu

²⁵ Radio Free Asia, 15 mai 2008, www.unhcr.org/refworld/docid/4833cb991e.html.

²⁶ En septembre 2007, sept adolescents de 14 et 15 ans ont été arrêtés au commissariat de Amchok Bora dans le comté de Labrang, province de Gansu pour avoir écrit «Free Tibet» sur le mur de l'école. Quatre d'entre eux croupissaient encore en prison un mois plus tard. Deux autres ont été relâchés au bout de deux semaines, mais leurs familles ont dû payer de lourdes amendes. L'un d'eux présentait des blessures à la tête, provoquées par des coups. Plusieurs de ces enfants ont apparemment été frappés avec des matraques à électrochocs. (Amnesty International, Amnesty International Report 2008 – China, 28 mai 2008, et ICT, 2 octobre 2007, www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/schoolboys-blamed-tibet-graffiti-still-held-incommunicado-after-beatin).

²⁷ Sur la propagation de la torture en Chine voir la NZZ du 23 novembre 2008, www.nzz.ch/nachrichten/international/in_china_wird_noch_immer_verbreitet_gefoltert_1.1304601.html et l'ICT du 21 novembre 2008, www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/un-committee-against-torture-finds-deepened-climate-fear-tibet.

²⁸ Tibet News du 10 janvier 2009, <http://tibetnews.ultima-ola.com/2009/01/10/china-entlaesst-dem-tode-geweihete-tibetaene-haeflinge/>.

²⁹ ICT du 20 novembre 2007, www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/long-sentences-spying-and-splittism-follow-tibetan-nomads-call-dalai-l.
Autres cas comparables: www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/disappearances-continue-across-tibet-tibetan-woman-sentenced-talking-telephone, www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/ngo-worker-sentenced-life-imprisonment-harsh-sentences-signal-harder-line-blocking-news-ti.

des peines d'emprisonnement de 10 à 15 ans et un collaborateur d'un programme de lutte contre le sida à Lhasa a été condamné à perpétuité.³⁰

En mars 2008, deux Tibétains ont été arrêtés pour avoir tourné un film documentaire où ils interrogeaient des Tibétains sur ce qu'ils pensaient des Jeux Olympiques, du Dalaï-Lama et de la législation chinoise. Le moine Jigme Gyatso, incarcéré à la prison de Kachu dans la province de Gansu, a bénéficié d'une libération conditionnelle en octobre. Il affirme avoir été torturé, régulièrement battu, suspendu plusieurs heures durant par les pieds et maintenu des jours entiers ligoté sur une chaise. Le principal cinéaste Dhondup Wangchen est toujours incarcéré au centre de détention de Ershilipu à Siling (Xining), dans la province de Qinghai.³¹

Au moment de la publication de ce rapport, la répression n'avait toujours pas faibli. En décembre 2008, 59 personnes ont ainsi été arrêtées à Lhasa sous prétexte qu'elles avaient répandu des bruits et attisé des tensions ethniques.³²

Au cours de la candidature pour les Jeux Olympiques de 2008, la Chine a assoupli la restriction faite aux reporters étrangers en exigeant uniquement une autorisation pour chaque interview et chaque voyage à l'intérieur de la Chine. Cette amélioration a été déclarée permanente en octobre 2008. Mais elle ne s'applique toutefois pas aux régions dites «restricted»; pour effectuer un reportage au Tibet, il faut toujours une autorisation spéciale qui est rarement délivrée. Reporters Without Borders dénonce le fait que les personnes qui renseignent les journalistes risquent d'être arrêtées.³³ Entre-temps, la censure d'Internet, qui s'était un peu relâchée avant les jeux, a de nouveau été durcie.³⁴

3.3 La liberté de religion

L'oppression de la liberté de religion dans les régions tibétaines a augmenté ces dernières années. Les lieux et cérémonies religieux sont surveillés encore plus étroitement qu'auparavant.³⁵

Zhang Qingli, qui a été nommé secrétaire de parti pour la région autonome du Tibet en novembre 2005, a édicté, après son entrée en fonction, une série de mesures pour renforcer le contrôle du Parti communiste de Chine sur la religion des Tibétains. Voici comment il justifiait cette attitude en 2007: «Le Parti communiste joue le rôle de parents pour le peuple tibétain. Il prend toujours en compte les besoins de

³⁰ www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/ngo-worker-sentenced-life-imprisonment-harsh-sentences-signal-harder-line-blocking-news-ti.

³¹ Reporters Without Borders, 20 octobre 2008, www.unhcr.org/refworld/docid/4900267ae.html.

³² NZZ du 26 décembre 2008, www.nzz.ch/nachrichten/international/zahlreiche_festnahmen_in_tibet__1.1595157.html.

³³ Arrestation d'un moine du monastère de Labrang à Ganzu, voir: Reporters Without Borders, 7 novembre 2008, www.unhcr.org/refworld/docid/4900267ae.html.

³⁴ En janvier 2009, 91 sites internet ont ainsi été bloqués, dont le site politique «bullog.cn» sur lequel des citoyens chinois réclamaient plus de démocratie (<http://de.reuters.com/article/deEuroRpt/idDELC22908920090112>).

³⁵ Cette loi permet des cérémonies religieuses dans un cadre «normal».

ses enfants.» Et d'ajouter: «Le comité central du Parti est le vrai Bouddha pour les Tibétains.»³⁶

En 2006, Zhang a ressuscité la campagne anti Dalaï-Lama que le gouvernement avait lancée en 1995 et intensifiée «l'éducation patriotique» dans les monastères bouddhistes. Ces deux dernières années, les moines ont dû écouter davantage de leçons d'histoire tibétaine du point de vue chinois et dénoncer régulièrement leur chef religieux, le Dalaï-Lama. D'avril à juin 2008, le gouvernement a mené une campagne «d'éducation patriotique», afin de faire connaître à la population la vision officielle des troubles de mars 2008 et de présenter le Dalaï-Lama comme l'instigateur de cette agitation.³⁷

En 2007, de nouvelles règles ont été introduites pour la pratique religieuse. Depuis, la désignation et l'éducation de la réincarnation d'un maître spirituel requiert l'aval du gouvernement.³⁸ Des restrictions touchent aussi les voyages effectués dans un but religieux. Auparavant déjà, la pratique de la religion était interdite aux membres du parti.³⁹

3.4 La pratique et la sauvegarde de la culture tibétaine

A côté de la répression directe, le chinois gouvernement a surtout tenté, depuis les derniers grands troubles de 1989, de combattre les velléités indépendantistes par la promotion du développement économique de la région et par une prise d'influence directe sur le bouddhisme tibétain. Comme les protestations parfois violentes de mars 2008 l'ont montré, cette stratégie semble avoir échoué.⁴⁰

La liaison ferroviaire inaugurée en 2006 entre Godmud et Lhasa devait représenter une grande contribution à la modernisation. Le gouvernement a toutefois reconnu que certains problèmes apparus avec la construction du chemin de fer pourraient être liés aux troubles de mars 2008.⁴¹ En décembre 2007, la presse chinoise officielle a confirmée que la ligne ferroviaire facilitera aussi le transport des troupes de l'armée populaire dans la TAR.⁴²

De nombreux Tibétains craignent pour le maintien de leur mode de vie traditionnel et pour la survie de leur culture. Le programme de promotion économique va de pair avec une immigration massive d'ouvriers chinois Han qui s'est encore renforcée

³⁶ NY Times du 18 mars 2008, www.nytimes.com/2008/03/18/world/asia/18china.html?_r=4&scp=145&sq=tibet&st=nyt.

³⁷ NZZ du 21 avril 2008, www.nzz.ch/nachrichten/international/china_tibet__1.715446.html.

³⁸ Il y a déjà plus de 13 ans que Gedhun Choekyi Nyima, reconnu par le Dalaï-Lama en tant que réincarnation du Panchen Lama, est retenu avec sa famille en un lieu inconnu. Après l'arrestation, le gouvernement chinois a de son côté désigné un garçon comme étant le légitime Panchen Lama.

³⁹ Freedom House, Freedom in the World 2008 China (Tibet), 2 juillet 2008, (www.unhcr.org/refworld/docid/487ca264c6.html).

⁴⁰ Face à la pression exercée sur les Tibétains, l'auteur d'un article paru dans le NY Times se dit moins surpris par les troubles que par le fait que le gouvernement chinois a réussi à contenir aussi longtemps leur éclatement (NY Times du 18 mars 2008, www.nytimes.com/2008/03/18/world/asia/18china.html?_r=4&scp=145&sq=tibet&st=nyt).

⁴¹ www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/authorities-admit-chinese-migration-may-have-been-factor-triggering-unrest-tibet-officials.

⁴² International Campaign for Tibet, Tracking the steel dragon: How China's economic policies and the railway are transforming Tibet, février 2008, www.savetibet.org/documents/reports/tracking-steel-dragon.

depuis que la construction de la ligne de chemin de fer vers Lhasa est terminée. Malgré l'amélioration de leur niveau de vie, de nombreux Tibétains critiquent le fait que le développement économique profite en premier lieu aux Chinois Han établis dans la région de longue date ou depuis peu. Ils se plaignent de plusieurs formes de discrimination. En particulier dans les villes, les entrepreneurs privés ont souvent tendance à embaucher de préférence des Chinois. Les Tibétains rencontrent aussi de grands obstacles dans la remise de licences et de crédits pour l'ouverture de commerces.⁴³

La Chine mène une politique de sédentarisation forcée des nomades tibétains. L'agence de presse étatique Xinhua a cité en 2006 des représentants du gouvernement local au Tibet indiquant qu'ils voulaient construire des habitations pour 220'000 familles. Le gouvernement s'était donné pour objectif de sédentariser ainsi 80 % des bergers et des paysans de la TAR, du Qinghai et du Sichuan d'ici la fin 2010. Dans un rapport, Human Rights Watch relève que le déplacement de population signifie pour beaucoup d'anciens paysans nomades l'obligation d'abattre une partie de leur bétail. Le rapport précise aussi que les habitations sont souvent des constructions bon marché et que beaucoup de personnes réimplantées n'ont pas les capacités de trouver un emploi en ville.⁴⁴

Un ultimatum de deux mois lancé aux membres du parti tibétain a expiré en septembre 2008. Il exigeait que ceux-ci rappellent leurs enfants des écoles du gouvernement exilé en Inde. D'après le «Tibet Daily», journal officiel du Parti, les enfants tibétains sont interrogés pour savoir s'ils fréquentent une école de ce genre et s'ils croient ce qu'ils y ont appris. Au cours des dernières décennies, les enfants ont été envoyés en Inde par milliers, par l'Himalaya, afin d'y rencontrer le Dalaï-Lama et d'y suivre une formation conforme à la tradition tibétaine, ce qui n'est plus possible aujourd'hui à l'intérieur du Tibet.⁴⁵ L'an dernier, le gouvernement chinois a pratiquement mis un terme à ces mouvements de fuite en bouclant complètement le Tibet: Tseten Samdup Chhoekyapa, le représentant du Dalaï-Lama en Suisse, a déclaré en novembre 2008 que seuls 15 Tibétains avaient atteint le centre d'accueil de Katmandou, au Népal, depuis les troubles de mars.⁴⁶

⁴³ Forum House, Freedom in the World 2008, www.unhcr.org/refworld/docid/487ca264c6.html.

⁴⁴ ICT, 17 janvier 2008, www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/china-steps-resettlement-tibetan-herders.

⁴⁵ ICT, 22 septembre 2008, www.savetibet.org/media-center/ict-news-reports/tibetan-children-due-face-forced-confessions-punishment-studying-india.

⁴⁶ Tages-Anzeiger du 15 novembre 2008.

4 Les Ouïgours

D'après les indications officielles, près de 8.39 millions d'Ouïgours vivent en Chine. La majorité d'entre eux sont établis dans la «région autonome ouïgoure de Xinjiang» (XUAR). Cette province compte en tout 18.45 millions d'habitants.⁴⁷ Comme le Tibet, la province du Xinjiang a été annexée par la Chine en 1949. Au cours des dernières décennies, le rapport entre Ouïgours et Chinois Han y est passé de 80 pour 20 à 20 pour 80.⁴⁸ Comme au Tibet, le PCCH a la mainmise sur le gouvernement de la province.⁴⁹

Les problèmes de persécution et de violation des droits de l'homme des Ouïgours de la province du Xinjiang sont moins connus sur le plan international que ceux des Tibétains. Leur situation est toutefois comparable. Dans la province du Xinjiang, les arrestations et la torture motivées par des raisons politiques sont aussi très répandues et la liberté de religion est massivement restreinte. D'après les données officielles, 1295 Ouïgours ont été arrêtés durant les onze premiers mois de 2008 dans le cadre d'une vague de répression lancée à l'occasion des Jeux Olympiques. Ils étaient soupçonnés de «mise en danger de la sécurité de l'Etat». En 2007, on avait dénombré dans toute la Chine 742 arrestations pour le même chef d'accusation, dont près de la moitié ont été enregistrées dans la province du Xinjiang, d'après les observations de Human Rights Watch.⁵⁰

Comme les autorités ne font souvent pas la différence entre différents crimes, il est dans bien des cas impossible de déterminer si une arrestation ou une punition sanctionne une protestation politique pacifique, une «activité religieuse illégale» ou une action violente.⁵¹

S'inspirant d'un modèle très répandu sur le plan international, le gouvernement chinois qualifie son combat contre les velléités indépendantistes de lutte contre le terrorisme.⁵² Par le passé, il y a effectivement eu régulièrement des attentats revendiqués par des organisations indépendantistes. En 2002, l'U.S. Department of State et l'ONU ont même ajouté l'organisation «East Turkestan Islamic Movement» à la liste des organisations qui ont soutenu le terrorisme international.⁵³ Ses activités sont

⁴⁷ UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

⁴⁸ Loc. cit.

⁴⁹ [bbc.co.uk](http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7562669.stm), 15 août 2008, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7562669.stm>.

⁵⁰ Un représentant de HRW a émis l'hypothèse que cette multiplication des cas est davantage due à un abaissement du seuil au-dessus duquel les actions tombent sous le coup de cette accusation qu'à une augmentation des actions de protestation (World Uyghur Congress, 4 janvier 2009, www.uyghurcongress.org/En/news.asp?ItemID=1231264505&rcid=803688565&pcid=1110134820&cid=803688565&mid=-2139923529 et World Uyghur Congress, 5 janvier 2009, www.uyghurcongress.org/En/news.asp?ItemID=83751878&rcid=803688565&pcid=1110134820&cid=803688565&mid=-2139923529).

⁵¹ USSD, 2008 Report on International Religious Freedom – China (includes Tibet), 19 novembre 2008, www.unhcr.org/refworld/docid/48d5cbc3c.html.

⁵² World Uyghur Congress, 5 janvier 2009, www.uyghurcongress.org/En/news.asp?ItemID=83751878&rcid=803688565&pcid=1110134820&cid=803688565&mid=-2139923529.

⁵³ NY Times du 14 août 2008, www.nytimes.com/2008/08/14/sports/olympics/14uighur.html?scp=6&sq=Uighurs+&st=nyt.

toutefois peu coordonnées et ne représentent pas une menace très sérieuse pour l'Etat chinois.⁵⁴

Les Ouïgours sont le seul groupe ethnique de Chine dont on sait qu'ils sont condamnés à mort pour des crimes politiques tels que «activités séparatistes». Des Ouïgours ont notamment été exécutés pour «tentative de diviser la patrie» et «adhésion à l'East Turkestan Islamic Movement».⁵⁵

L'an dernier, la Chine a progressivement réussi à obtenir le rapatriement des Ouïgours qui avaient fui en faisant pression sur les Etats voisins, dont le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Ces rapatriés risquent la peine de mort dans leur pays d'origine.⁵⁶

4.1 Les attentats d'août 2008

Pendant les Jeux Olympiques, entre le 4 et le 25 août 2008, le Xinjiang a été secoué par une série d'attentats, la vague de violence la plus forte des 10 dernières années. Les policiers ont été pris pour cibles à Kashgar et à Kuqa et lors d'attentats à la bombe visant aussi des commerces chinois; une trentaine d'agents de la sécurité ont été tués et davantage encore blessés.⁵⁷ Comme l'accès est devenu difficile, voire impossible pour les journalistes étrangers indépendants, on ne sait pas grand-chose sur le contexte de ces débordements. Mais il est clair que les victimes des attaques du 25 août étaient des Ouïgours au service de la police. Les combattants pour l'indépendance leur reprochaient de coopérer avec le gouvernement chinois.

En décembre 2008, deux Ouïgours ont été condamnés à mort pour l'attentat du 4 août qui a coûté la vie à 16 officiers de police à Kashgar. D'après l'agence de presse étatique Xinhua, ils n'ont toutefois pas été condamnés pour mise en danger de la sécurité de l'Etat, mais pour meurtre et production illégale d'armes.⁵⁸

4.2 La liberté d'opinion

Même les manifestations pacifiques pour l'indépendance du Turkestan oriental sont combattues avec véhémence par le gouvernement. Quiconque exprime une opinion qui ne lui convient pas doit s'attendre à être arrêté et torturé. Ablikim Abdiriyim, fils du célèbre militant ouïgour Rebiya Kadeer, a ainsi été condamné à neuf ans de prison lors d'un procès tenu secret pour «incitation et participation à des activités séparatistes». De source officielle, son principal délit est d'avoir demandé au webmaster ouïgour de Yahoo! de poster un article sur son site. Gravement diminué par les

⁵⁴ En juillet 2008, des attentats à la bombe dans des bus publics ont coûté la vie à deux personnes dans la ville de Kunming, province du Yunnan. Ils ont été revendiqués par un groupe pratiquement inconnu jusque-là du nom de «Turkistan Islamic Movement» (bbc.co.uk, 14 août 2008, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7559157.stm>).

⁵⁵ Amnesty International, Amnesty International Report 2008 – China, 28 mai 2008.

⁵⁶ Op. cit.

⁵⁷ Rapport du Central Asia-Caucasus Institute, 17 septembre 2008, www.cacianalyst.org/?q=node/4939.

⁵⁸ Radio Free Europe/Radio Liberty, 4 août 2008, www.unhcr.org/refworld/docid/48997312a.html et Uyghur World Congress, 5 janvier 2009, www.uyghurcongress.org/En/news.asp?ItemID=83751878&rcid=803688565&pcid=1110134820&cid=803688565&mid=-2139923529.

tortures qui lui ont été infligées, Abdiriyim aurait eu de la peine à reconnaître des membres de sa famille lors d'une visite. L'accès à des soins médicaux lui aurait aussi été refusé à plusieurs reprises.⁵⁹

Le «Uyghur World Congress» reproche au gouvernement chinois de Pékin d'avoir pris les Jeux Olympiques de Pékin comme prétexte pour sévir à Urumqi et dans d'autres «régions sensibles» du Xinjiang. Des Ouïgours ont ainsi été arrêtés pour avoir lu des journaux favorables à l'indépendance. Régulièrement, des historiens et des écrivains traités de «terroristes intellectuels» sont arrêtés.⁶⁰

4.3 La liberté de religion

Les musulmans Ouïgours pratiquent traditionnellement une forme modérée d'islam. Le gouvernement chinois contrôle strictement leur pratique dans le Xinjiang. En 2008, les réglementations ont encore été durcies. Ainsi le sermon de l'imam à l'occasion de la prière du vendredi ne peut pas durer plus d'une demi-heure et il est interdit de prier dans des lieux publics autres que les mosquées ou d'enseigner à titre privé le Coran et d'autres écritures religieuses. Les fonctionnaires et les membres du Parti n'ont le droit ni de jeûner, ni de porter la barbe ou le voile, ni de prier dans des mosquées.⁶¹

Quiconque bafoue les prescriptions religieuses doit s'attendre à des peines aussi dures que l'emprisonnement, la torture et les camps de travail. La simple possession d'un texte religieux illégal peut mener à l'emprisonnement.⁶² Un rapport de Human Rights Watch et de Human Rights en Chine relève que plus de la moitié des détenus purgent leurs peines dans les camps de travail du Xinjiang à cause de leur «implication dans des activités religieuses illégales».⁶³ Les croyants sont souvent accusés de s'être rendus coupables «des trois maux que sont le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme».⁶⁴

Sur la base de la situation politique qui règne actuellement en Chine et de l'absence de pression internationale à ce propos, une nette amélioration de l'état des droits de l'homme des Ouïgours dans le Xinjiang est improbable dans un proche avenir.⁶⁵

⁵⁹ Amnesty International, Amnesty International Report 2008 – Chine, 28 mai 2008.

⁶⁰ Uyghur World Congress, 5 janvier 2009, www.uyghurcongress.org/En/news.asp?ItemID=83751878&rcid=803688565&pcid=1110134820&cid=803688565&mid=-2139923529.

⁶¹ Guardian, 9 novembre 2008, www.guardian.co.uk/world/2008/sep/09/china1?gusrc=rss&feed=worldnews et le NY Times du 18 octobre 2008, www.nytimes.com/2008/10/19/world/asia/19xinjiang.html?_r=1.

⁶² USSD, 2008 Report on International Religious Freedom – China (includes Tibet), 19 novembre 2008.

⁶³ Human Rights in China & Human Rights Watch, Devastating Blows: Religious Repression of Uighurs in Xinjiang, avril 2005.

⁶⁴ USSD, 2008 Report on International Religious Freedom – China (includes Tibet), 19 novembre 2008. www.unhcr.org/refworld/docid/48d5cbc3c.html.

⁶⁵ Un spécialiste de la Chine de Human Rights Watch s'est aussi exprimé à ce sujet sur www.uyghurcongress.org/En/news.asp?ItemID=-1658339889&rcid=803688565&pcid=1110134820&cid=803688565&mid=-2139923529.

5 Les autres minorités persécutées

5.1 Les Mongols

Quelque 5.8 millions de Mongols vivent en Chine, la plupart dans la «région autonome de Mongolie-Intérieure» au Nord du pays. La province compte au total 23.3 millions d'habitants. A cause de la politique d'immigration active menée par le gouvernement chinois, les Mongols sont eux aussi devenus une minorité dans la région où ils étaient traditionnellement implantés.⁶⁶ La plupart pratiquent une forme de bouddhisme tibétain.

Sous prétexte d'améliorer les conditions de vie, le gouvernement poursuit un programme qui a pour but de mettre fin à la culture ancestrale du nomadisme et de sédentariser les paysans et les bergers. Il espère ainsi renforcer son contrôle sur ces régions et en améliorer l'exploitation économique.⁶⁷

En Mongolie-Intérieure, certains mouvements luttent pour accroître l'autonomie. En tant que minorité, les Mongols se heurtent en principe aux mêmes problèmes que les Tibétains et les Ouïgours. On a toutefois connaissance de moins de cas de protestation et de répression du gouvernement. Deux cas de détention pour cause d'opinion, dont un avec torture, ont principalement été ébruités ces dernières années:

Le 6 janvier 2008, Jaranbaya Soyolt a été arrêté à Pékin sans motif déclaré. C'était l'un des chefs de file du «Mongolian Student Movement» qui, dans les années 1980, a lutté contre le projet du gouvernement d'établir 600'000 Chinois Han en Mongolie-Intérieure. Il a émigré de Mongolie en 1992 et était membre d'un parti d'opposition, le «Inner Mongolia People's Party», au moment de son arrestation. Lors des audiences, il a été accusé d'activités «séparatistes». Après deux jours passés au «Beijing Security Bureau Detention Center», il aurait été transféré au «No. 2 Detention Center of Inner Mongolia» par le «Inner Mongolia Security Bureau». Soyolt a été relâché six mois plus tard.⁶⁸

Le journaliste et militant politique Hada est en prison depuis 1995. Editeur de la «Voice of the Southern Mongolia», il a été impliqué dans des activités de la «Southern Mongolian Democracy Alliance». Hada a été condamné pour «séparatisme» et «espionnage», mais Amnesty International le considère comme un détenu d'opinion qui a simplement fait valoir son droit à la liberté d'expression et de réunion.⁶⁹ Plusieurs rapports indiquent qu'il a été régulièrement torturé.⁷⁰

⁶⁶ Radio Free Asia, 26 mai 2008, www.unhcr.org/refworld/docid/4873386728.html et UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

⁶⁷ Minority Right Group International, State of the World's Minorities 2008.

⁶⁸ Radio Free Asia, 25 juin 2008, www.unhcr.org/refworld/category,COI,MNG,4873386728,0.html, et ai urgent action, 4 juin 2008.

⁶⁹ UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

⁷⁰ Reporters Without Borders, 26 juillet 2007, www.rsf.org/article.php3?id_article=23066.

5.2 Les Hui

Les Hui (ou Huihui), estimés à plus de 10 millions, représentent la plus grande minorité musulmane de Chine encore avant les Ouïgours. Leur centre est la «région autonome du Ningxia Hui» (5.5 millions d'habitants). Ils vivent toutefois en grand nombre dans plusieurs autres provinces, dont Gansu, Henan, Qinghai, Yunnan, Hebei, la Région autonome du Tibet et la Région autonome ouïgoure du Xinjiang.⁷¹ A l'instar des Ouïgours, les Hui pratiquent traditionnellement une forme modérée d'islam. Depuis quelques années, on observe toutefois des tendances à une interprétation plus stricte, en lien avec une orientation plus forte vers le monde arabe musulman.⁷²

Un conflit entre la majorité tibétaine et la minorité hui enfle déjà depuis des siècles dans les régions tibétaines, en particulier au Nord des provinces du Qinghai et du Gansu où les groupes se côtoient de près. D'un côté comme de l'autre, on ravive sans cesse les hostilités. Les litiges tournent le plus souvent autour de biens rares comme l'eau et le terrain fertile. Les troubles qui ont éclaté en mars 2008 dans les régions tibétaines ont provoqué une escalade du conflit, la colère s'étant tournée aussi bien contre les Chinois Han que contre les Hui (voir ci-dessus).⁷³

En juin 2008, le gouvernement malaysien a rapatrié en Chine deux musulmans Hui qui s'étaient dit préoccupés par le traitement réservé aux musulmans à Tianjin, une ville à l'Est de la Chine.⁷⁴

5.3 Les chrétiens

D'après une estimation faite par l'«Economist» en octobre 2008, il y aurait actuellement 130 millions de chrétiens en Chine. L'Etat chinois parle de 21 millions de chrétiens enregistrés (16 millions de protestants et 5 millions de catholiques). Le Pew Research Center estime qu'ils sont entre 50 et 70 millions à pratiquer leur religion sans autorisation officielle.⁷⁵ D'après les indications officielles, il y a plus de 50'000 Eglises protestantes enregistrées et près de 6000 Eglises et lieux de rassemblement catholiques. La World Christian Database estime à 300 le nombre de réseaux ecclésiastiques non officiels. Ainsi, les églises de maison illégales ou semi-légales sont de plus en plus prisées en Chine.⁷⁶

Même la pratique du christianisme est soumise au contrôle du gouvernement. Des représentants des autorités à différents niveaux sont habilités à décider ce qui est

⁷¹ U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008.

⁷² Asia Times, 6 septembre 2006.

⁷³ NZZ du 26 mars 2008, www.nzz.ch/nachrichten/international/muslime_als_dritte_partei_im_tibet-konflikt_1.695041.html et U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008.

⁷⁴ U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008.

⁷⁵ UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

⁷⁶ NZZ du 20 juin 2008, www.nzz.ch/nachrichten/international/wettstreit_um_chinas_atheistische_seelen_1.764118.html, U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008, et UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

considéré comme une activité religieuse «normale» et donc autorisée par la loi. La pratique religieuse en dehors des canaux approuvés par l'Etat est poursuivie. La persécution est particulièrement virulente quand une association est déclarée «culte». Les fidèles peuvent être amendés, mais aussi placés en détention, envoyés dans des camps de travail et torturés. Toute pratique religieuse requiert un enregistrement. A cause de ce genre de réglementations, la majorité des chrétiens pratiquent leur foi en dehors du contrôle de l'Etat, malgré le risque de persécution.⁷⁷

A la veille des Jeux Olympiques, le gouvernement a intensifié les efforts visant à dissoudre les Eglises non officielles. La persécution des croyants qui pratiquent leur foi en dehors du contrôle étatique s'est encore durcie. Dans le cadre du plus grand procès collectif des 20 dernières années, 21 dirigeants chrétiens ont été condamnés à la rééducation dans des camps de travail en février 2008.⁷⁸ Cette mesure a été suivie par une vague d'expulsions de chrétiens étrangers telle que la Chine n'en avait plus connues depuis les années 1950.⁷⁹

5.3.1 Les protestants

Le rassemblement de protestants reconnu par l'Etat est le «Three-Self Patriotic Movement/Chine Christian Council» (TSPM/CCC). Une Eglise protestante n'est théoriquement pas tenue de faire partie de ce mouvement, mais dans la pratique, elle a peu de chance d'être reconnue par la «State Administration for Religious Affairs» (SARA) si elle n'y adhère pas. Quelques groupes protestants non enregistrés s'y refusent toutefois, parce que le TSPM/CCC place la soumission au PCCH au-dessus de la soumission à Dieu.⁸⁰

En 2008, il est souvent arrivé que des rassemblements d'Eglises protestantes clandestines soient dérangés par la police, que les participants soient arrêtés ou battus et, dans quelques cas, que les églises soient détruites.⁸¹ Les dirigeants des églises de maison sont particulièrement menacés; ils risquent d'être emprisonnés et envoyés dans des camps de rééducation par le biais de procédures extrajudiciaires.⁸²

Le 9 mai 2008, le pasteur Dong Yutao, chef de file d'une des plus grandes églises de maison à Pékin, a été arrêté en allant chercher des Bibles qu'il avait commandées. On lui reproche d'avoir obtenu de la littérature religieuse imprimée clandestinement.⁸³

Hua Huaïqu, un autre dirigeant des églises de maison de Pékin, a été condamné à six mois de prison pour obstruction à la justice lors d'un procès qui s'est tenu à huis

⁷⁷ Christian Solidarity Worldwide, China: Persecution of Protestant Christians in the Approach to the Beijing 2008 Olympic Games, juin 2008 et U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008, (www.state.gov/g/drl/rls/irf/2008/108404.htm).

⁷⁸ Christian Solidarity Worldwide, 20 février 2008, <http://dynamic.csw.org.uk/article.asp?t=press&id=700&search>.

⁷⁹ U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008 et Christian Solidarity Worldwide, China: Persecution of Protestant Christians in the Approach to the Beijing 2008 Olympic Games, juin 2008.

⁸⁰ U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008.

⁸¹ Amnesty International, Amnesty International Report 2008 – China, 28 mai 2008.

⁸² UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

⁸³ Christian Solidarity Worldwide, China: Persecution of Protestant Christians in the Approach to the Beijing 2008 Olympic Games, juin 2008.

clos en juin 2008. Il semble qu'il ait été battu en prison. Sa mère âgée de 76 ans a été condamnée à deux ans de prison pour avoir protesté contre le traitement de son fils et démolit avec sa canne le phare avant d'une voiture de police.⁸⁴

Les groupements particulièrement persécutés sont ceux que le gouvernement chinois considère comme des «cultes». Il y a notamment les «Shouters», «Eastern Lightning», la «Society of Disciples (Mentu Hui)», la «Full Scope Church», la «Spirit Sect», la «New Testament Church», les «Three Grades of Servants» (ou «San Ba Pu Ren»), l'«Association of Disciples», la «Lord God Sect», l'«Established King Church», l'«Unification Church», la «Family of Love» et la «South China Church».⁸⁵

En novembre 2006, trois dirigeants religieux des «Three Grades of Servants» accusés du meurtre de chefs de file de l'«Eastern Lightning Group» ont été exécutés secrètement, sans que les avocats ou les proches n'aient été informés du jugement. Au total, 15 meneurs et membres du groupe ont été exécutés dans le cadre de cette affaire. Ils ont été inculpés de meurtre. Des indices donnent toutefois à penser que les aveux ont été obtenus sous la torture et que les accusés ont subi des abus sexuels.⁸⁶

5.3.2 Les catholiques

L'organisation officielle des catholiques est la «Catholic Patriotic Association» (CPA). Elle affirme que 5.3 millions de fidèles se rassemblent dans ses églises. On estime à 12 millions ou même davantage le nombre de catholiques qui pratiquent leur religion dans des Eglises non enregistrées. On dénombre environ 70 évêques officiels et une quarantaine d'évêques clandestins, dont une partie se trouvent en prison ou en résidence surveillée.⁸⁷

Même des membres de l'Eglise catholique non officielle sont persécutés. En 2008, Monseigneur Han Dingxiang est décédé en prison dans des circonstances non élucidées après 20 ans de détention. Il était relativement âgé.⁸⁸

Beaucoup de chrétiens accusés ont de la peine à trouver une assistance juridique, car les avocats qui se mettent à leur disposition subissent souvent des tracasseries et des arrestations.⁸⁹

⁸⁴ Amnesty International, Amnesty International Report 2008 – China, 28 mai 2008. Pour d'autres cas, voir Christian Solidarity Worldwide, China: Persecution of Protestant Christians in the Approach to the Beijing 2008 Olympic Games, juin 2008.

⁸⁵ U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008.

⁸⁶ Christian Solidarity Worldwide, 29 novembre 2006.

⁸⁷ U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008.

⁸⁸ Amnesty International, Amnesty International Report 2008 – China, 28 mai 2008. Pour d'autres cas, voir UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

⁸⁹ Amnesty International, Amnesty International Report 2008 – China, 28 mai 2008.

5.4 Les pratiquants de Falun-Gong

Le mouvement de méditation Falun Gong (aussi appelé Falun Dafa) a été interdit par le gouvernement chinois en 1999. Depuis, il est poursuivi avec une dureté particulière. Pour ses membres, le risque de subir des mauvais traitements et des tortures en prison est particulièrement élevé.⁹⁰ Amnesty International rapporte qu'en 2008 plus de 100 pratiquants de Falun-Gong sont morts en prison ou peu après avoir été libérés, parce qu'ils avaient été torturés, privés de nourriture ou de soins médicaux ou soumis à d'autres sévices.⁹¹

D'après les données de pratiquants du Falun-Gong établis à l'étranger, plus de 100'000 membres de ce mouvement ont été arrêtés en Chine depuis 1999 à cause de leurs pratiques, parce qu'ils avaient avoué être des partisans de cette doctrine ou parce qu'ils avaient refusé d'en critiquer les préceptes ou les dirigeants. L'organisation signale des abus de violence, des mauvais traitements, des viols, des traitements psychiatriques imposés avec médication forcée et des traitements aux électrochocs (pour appartenance à un «mauvais culte»). Elle ajoute que même des enfants sont morts en prison.⁹²

Une pratique courante consiste aussi à envoyer les adeptes de Falun-Gong dans des camps de rééducation. Des observateurs étrangers estiment que près de la moitié des 250'000 détenus officiellement recensés dans l'ensemble du pays sont des adeptes de ce mouvement. Les représentants de l'organisation partent même du principe que les chiffres sont encore plus élevés. Si un adepte de Falun-Gong ne renie pas ses convictions après sa détention, il risque de retourner en prison ou d'être envoyé dans un camp de rééducation spécialement destiné aux cas de ce genre.⁹³

Falun Gong précise que les proches des adeptes du mouvement sont aussi menacés de persécution, même s'ils ne pratiquent pas eux-mêmes les techniques de méditation. Tracasseries policières, perte d'emploi, retrait de la pension, etc. sont quelques-uns des moyens utilisés pour faire pression sur les adeptes de Falun-Gong à travers les membres de leur famille. Il semble qu'il y ait aussi eu des cas d'emprisonnement de proches.⁹⁴

Selon les indications de Falun-Gong, les répressions à l'égard de leurs membres ont aussi augmenté ces deux dernières années, parce que le gouvernement voulait éviter de perturber les Jeux Olympiques.⁹⁵

⁹⁰ Selon des indications de l'ONU, les adeptes du Falun-Gong représentent deux tiers des cas de torture présumés en Chine (U.S. Commission on International Religious Freedom, Annual Report, mai 2008). D'après les indications de Falun-Gong, les tortures infligées consistent notamment à brûler la personne avec des tiges de fer, à la rouer de coups, à la priver de sommeil, à la forcer à avaler des excréments humains, à boire de l'alcool pur, à la maintenir dans des positions douloureuses et à en abuser sexuellement (UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008).

⁹¹ Amnesty International, Amnesty International Report 2008 – China, 28 mai 2008.

⁹² U.S. Department of State, International Religious Freedom Report 2008 China, 19 septembre 2008.

⁹³ UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

⁹⁴ Immigration and Refugee Board of Canada, 11 juillet 2007.

⁹⁵ UK Home Office, Country Of Origin Information Report China, 16 décembre 2008.

5.5 Les autres groupements persécutés

Depuis les années 1980, le gouvernement chinois interdit et persécute les groupes qu'il qualifie de «culte». A côté de divers groupes protestants et adeptes de Falun Gong (voir ci-dessus), il y a aussi les GuanYin (ou Ganyin Famin ou «The Way of the Goddess of Mercy» et les Zhong Gong (une discipline du Qigong). Le groupement des «témoins de Jéhovah» est également interdit en Chine. D'après la loi, les adeptes de «culte» peuvent être punis de 3 à 7 ans de réclusion; quant à leurs chefs et à ceux qui les recrutent, ils encourent au moins 7 ans de prison.⁹⁶

⁹⁶ Loc. cit.